

Forum de Haut Niveau Chine-Afrique sur le Sport et l'Éducation : « Renforcer les échanges sportifs pour se connaître, se respecter et se rapprocher »

MALI 

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 29 SEPT 2023

1433

www.malikile.com

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

**63e anniversaire de
l'indépendance du Mali**

**La nation et
l'État précèdent
le développement
économique
et social**



Contribution : Le cri de cœur des dirigeants africains aux nations unies



Niger : L'ambassadeur de France sylvain ITTE quitte Niamey



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

28 Sept.
2023

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



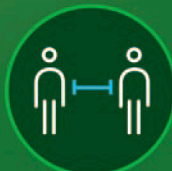
Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Toussier ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

09

Nouveaux cas confirmés

0

Nouveaux guéris

0

Nouveaux décès

0

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

698873 Vaccinations incomplètes

3742757 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

33150

Guéris

32331

Décès

743

dont 01 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P. 15



P. 19



P. 24



/ Une /

63e anniversaire de l'indépendance du Mali
La nation et l'État précèdent le développement économique et social

P. 4

/ Breves /

Partenariat : La FNAR apporte son soutien à la CMSS
Mourdiah : Les forces armées maliennes repoussent une tentative d'attaque
MINUSMA : Les contingents sénégalais finalisent leur retrait du Mali
Économie :
La Russie autorise à ces pays africains d'accéder à son marché des devises
Géopolitique : La France a-t-elle encore un avenir au sahel ?

P. 15

P. 15

P. 16

P. 16

P. 17

/ Actualité /

Forces étrangères en Afrique de l'ouest : Quels sont les pays occidentaux concernés ?
Intégrité territoriale du Mali :
Le colonel Assimi Goïta promet une reconquête totale

P. 19

P. 20

/ Politique /

Contribution :
Le cri de cœur des dirigeants africains aux nations unies
Alliance des Etats du sahel :
Un pas décisif vers l'unification réelle de l'Afrique ?

P. 23

P. 24

/ Culture & Société /

Drame à Kadiolo, région de Sikasso :
Un adjudant-chef de police se tire une balle dans la tête !

P. 26

/ International /

Avenir de l'ONU :
Quand les pays membres permanents brillent par leur absence
Niger :
L'ambassadeur de France sylvain ITTE quitte Niamey

P. 27

P. 28

/ Sport /

Forum de Haut Niveau Chine-Afrique sur le Sport et l'Éducation :
« Renforcer les échanges sportifs pour se connaître, se respecter et se rapprocher »

P. 30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssef Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



63e anniversaire de l'indépendance du Mali

La nation et l'État précèdent le développement économique et social

Notre pays a commémoré le 22 septembre 2023 le 63e anniversaire de son indépendance. À cette occasion, il est généralement de coutume de dresser un bilan du chemin parcouru, de ce qui a pu être réalisé depuis les pères de l'indépendance en 1960, en termes d'infrastructures, d'acquis sociaux, de qualité de vie, en un mot en termes de progrès.

DES CONSTATS

Il n'est pas inutile de rappeler que depuis 2012, le pays est en guerre. Alors une fois n'est pas coutume, si l'on faisait le raisonnement inverse, c'est-à-dire réfléchir, essayer d'estimer ce qui

serait encore préservé des destructions des «forces du mal».

En dix ans de guerre, que reste-t-il

- Des réalisations du grand «Projet Intégré de Développement de la Région de Kidal» : des dizaines d'adductions d'eau sous forme de forage, des ponts, des aménagements de périmètres pour le maraîchage, des reconstitutions ou «régénérations» de cheptel décimés durant des années de sécheresse, des centres de santé, des «équipes mobiles de santé», des «équipes mobiles d'éducation des enfants», des investissements réalisés

par l'A.N.I.C.T, etc.

Des ponts ont été dynamités, des forges détruites, des aménagements de maraîchage saccagés, des pistes minées, etc. Que reste-t-il de ces infrastructures réalisées à coût de dizaines de milliards de FCFA ?

- Des réalisations du grand Projet de Développement «Mali Nord», des acquisitions et investissements qui constituaient des «infrastructures structurant le développement». Que reste-t-il de ces infrastructures réalisées à coût de dizaines de milliards de FCFA ?



- Des kilomètres de routes au Centre et au Nord : des centaines de kilomètres de routes durement construites, combien restent-ils encore praticables et combien de kilomètres sont devenus impraticables en raison des mines et autres dégradations, etc.

«La route du développement passe par la construction des routes» dit-on. En dix ans de guerre, notre pays en a perdu des milliers de kilomètres construits à coût de dizaines, voire de centaines de milliards de FCFA.

- Des milliers d'écoles, de lycées au Centre et au Nord, dans le cadre du Projet un «village, une école», des milliers d'écoles ont été construites, des lycées construits dans quasiment tous les cercles, combien restent-ils encore exploitables ? Des milliers d'écoles cora-

niques étaient également recensées existantes, combien seraient encore en état d'utilisation ? Combien d'enseignants auraient été assassinés ou en fuite, privant des centaines de milliers d'enfants d'enseignement et obscurcissant leurs avenir ? Des centaines de centres de santé au Centre et au Nord : la « pyramide de santé » du Mali, qui a inspiré de nombreux pays, commence par les Centres de Santé Communautaires (CSCOM) dans les Communes à la base, suivis des Centres de Santé de Référence (CSRef) (dans les Cercles), des Hôpitaux Régionaux, ensuite des Hôpitaux Nationaux et des Hôpitaux Spécialisés. Combien de ces structures seraient encore en état fonctionnel parmi les milliers que comptaient les localités sous occupation ? Des destructions qui ont sans doute privé les populations de soins et de «

services sociaux de base ».

Du cheptel du pays : le pays comptait entre 30 et 40 millions d'animaux, grands ruminants, petits ruminants, etc. Des milliers d'éleveurs ont été dépossédés de plusieurs millions d'animaux, avec pour conséquence l'agrandissement du cercle de pauvreté.

Des emplois dans les zones sous occupation : des milliers de personnes ont perdu leurs emplois et d'autres continuent de perdre les leurs dans les localités en proie à l'insécurité, du fait de l'arrêt des projets, de la fermeture des entreprises. Le tourisme est devenu l'ombre de lui-même. Les plateaux du pays dogon, les mosquées de Djenné, de Tombouctou et autres endroits emblématiques ne sont plus visités. Les hôtels de SANGA sont devenus des fantômes.

Quant à l'auto-emploi : agriculteurs,



éleveurs, pêcheurs, artisans, commerçants, mécaniciens, etc., des milliers d'agents ont fui et continuent de fuir les combats, devenant des réfugiés. Le pays en compterait des millions à ce jour.

Enfin, la Compagnie Nationale de Navigation (CCOMANAV) vient d'être privée de son troisième bateau : à côté des bateaux « Général Abdoulaye SOUMARE » et « KANKOU Moussa », il n'y a plus de bateau « TOMBOUCTOU ».

Toute chose qui complique le désenclavement intérieur du pays. En effet, ces bateaux, de véritables villages ambulants, embarquent entre 500 et 700 passagers et accostent dans des dizaines de villes et villages.

Dans un tel contexte, les actions de développement économique et social se résument à des actions de sauvegarde et de survie. Ce que notre pays a subi en dix ans pourrait anéantir bien d'autres.

Le budget d'État est quasiment devenu un « budget de guerre ». En effet, le pays doit faire fonctionner une armée

comptant au moins 10 000 militaires sur une superficie de 1 240 000 km² : constructions de camps, armes et munitions, tenues, eau, nourriture, médicaments et soins, carburants pour des centaines d'engins et d'équipements, frais de maintenance, etc.

Comment sommes-nous entrés dans une telle guerre ?

UNE « GUERRE QUI NOUS EST IMPOSÉE » La question que l'on est en droit de se poser est la suivante : est-ce que notre pays pouvait-il éviter cette guerre ? Comment sommes-nous entrés en guerre ? Avions-nous vraiment le choix de mener cette guerre ?

1. Au commencement, c'était une rébellion pure et simple. On se rappelle qu'aux premiers coups de feu en 2012, le Président A.T. TOURE était en visite à NIORO, dans la première Région administrative KAYES. Ancien militaire, Général de son état, lui A.T.T qui avait reçu au Palais de Koulouba, avec leurs armes en mains, les Maliens de retour de la guerre de Libye, a prôné le dialogue. Il n'y a rien qui ne puisse être résolu

dans notre pays par le dialogue. On sait quand est-ce qu'on commence une guerre, mais on ne sait jamais quand et comment elle va finir, avait-il dit.

2. Les premiers jours ont été très durs pour l'armée malienne. La rébellion progressait à grande vitesse. Elle était en très mauvaise posture, mal équipée, dans une zone démilitarisée où les militaires devraient quitter le camp le plus proche GAO équipé au « minima » et à plus de 500 km de Kidal. Les renforts devraient venir de Bamako par route à plus de 1 600 km de Kidal. Ils faisaient pitié, nos militaires.
3. La France jubile, exulte, et des déclarations pleuvaient notamment de M. Alain JUPPE et de Jean Yves LE DRIAN. On pouvait entendre : « la progression est bonne ». « Ce qu'on observe est encourageant, réjouissant », « les touareg sont nos amis », etc. La ville de Kidal, démilitarisée, lors de la « flamme de la paix » est rapidement prise. « L'indépendance de l'AZAWAD est proclamée ».

Des médias français se chargent de diffuser l'information. Un gouvernement provisoire est établi, des porte-paroles sont invités sur des plateaux des médias français. Les faux « spécialistes du Mali » se succédant sur des plateaux de télévision, dans des médias, parlent de tout et son contraire. Certains parlent de « minorité blanche ne dépassant pas 10% de la population qu'il faut protéger ».

4. Les Maliens, blessés, ne comprennent plus rien. Ils pleurent intérieurement. Le Président Moussa TRAORE, du haut de ses 85 ans, Général de Corps d'Armée de son état, aurait aussi craqué : « je ne comprends pas et je ne reconnais pas l'armée malienne, cette armée que des Autorités militaires françaises ont qualifiée de 'grande armée' », aurait-il dit. Où est passée la grande armée malienne ? Le pays est au bord de l'implosion ; les femmes et parents des militaires cherchent à rencontrer le Président ATT, qu'elles traitent de « Chef rebelle », le vent de la crise l'emporte finalement.

6. Le Président Dioncounda TRAORE le remplace selon les dispositions de la Constitution de Février 1992. Il rédige la fameuse « lettre demandant à la France, son appui aérien pour arrêter la progression des djihadistes vers Bamako ».

Quelle aubaine !!! C'est cela que la France cherchait, le « fruit est tombé de lui-même dans le récipient » dit-on. Elle en fait une intervention globale ; aérienne et terrestre. L'opération « SERVAL » est lancée. Notre pays se retrouve dans la situation d'un « berger qui confie sa chèvre à une hyène ».

7. Les rebelles continuent leur avancée. Ils rencontrent la première difficulté à Gao. Ce camp sur lequel reposaient les espoirs des millions de Maliens, a opposé la plus grande résistance jamais enregistrée depuis le commencement des hostilités. Au bout des combats des plus violents, la ville de Gao tombe le 31 Mars 2012 dans les mains du MNLA.

8. De la rébellion au djihadisme. La ville de Gao affaiblie par l'absence de l'État, est envahie par de nom-

breux mouvements djihadistes : Ansar Dine, Mujao, Aqmi, Boko Haram. Etc. Ils décident de marcher sur Mopti et d'aller faire une grande prière du Vendredi. Ce fut le chaos à Mopti. Tout le monde voulait fuir, qui par la route, qui par l'avion, du coup, il y avait plus de carburant dans les stations.

9. La France répond au Président Dioncounda TRAORE et lance l'opération SERVAL en Janvier 2013. Du 09 au 17 Janvier 2013, a lieu la bataille de Konna qui a mis en déroute les Djihadistes.

La France savoure sa victoire. Les Maliens en liesse accueillent le Président Français, le libérateur. « C'est le plus beau jour de ma vie », a lâché le Président Français François HOLLANDE. Le plan de déstabilisation et d'occupation fonctionne merveilleusement comme prévu. Les Maliens « avertis » pleurent intérieurement. Désarmés, certains sont au bord de la capitulation ou de perdre la foi.

10. Pour donner une certaine légitimité à son « envahissement », la France victorieuse fait recours à



la légalité internationale. En 2013, le Conseil de Sécurité de l'ONU vote la « Résolution 2100 créant la MINUSMA » qui est déployée le 1er Juillet 2013. Et puis de renouvellement en renouvellement du mandat de la MINUSMA, les « soldats de la paix » sont au Mali pendant 10 ans.

11. La France savoure sa victoire. En « Chef de guerre » qui visite ses troupes sur un territoire conquis, le Président MACRON se rend à Gao directement à partir de Paris sans passer par Bamako. Le Président IBK fait le voyage sans y être invité. Quelle humiliation dans la manière et dans l'accueil. À peine a-t-il parlé au Président IBK. Des intellectuels, dont des poids lourds comme Mme Adam BA KONARE, Mme Aminata Dramane TRAORE, M. Ousmane SY, ont pris le stylo pour dénoncer cette attitude de mépris, d'arrogance, néocoloniale et condescendante du Président Français. Pour certains, le Président IBK ne devrait pas aller le rencontrer tandis que pour d'autres, il a bien fait d'aller lui signifier que tu es venu chez moi, je suis au courant et donc bienvenu en terre malienne.
12. Alors, à la question est-ce que nous avons le choix de mener ou non cette guerre, la réponse est sans appel. Autant les mensonges ont imposé la guerre à l'IRAK, autant il apparaît clairement que cette guerre du Mali avait été minutieusement préparée des années avant. On n'y pouvait rien. Tôt ou tard, elle devrait avoir lieu. « Elle nous a été imposée », la formule magistrale est de la grande intellectuelle Mme Aminata Dramane TRAORE, ancienne Ministre de la Culture.
13. Le peuple pacifique du Mali n'a jamais voulu de guerre. Certes, le pays connaissait depuis son indépendance des problèmes internes de rébellion à l'instar d'autres pays du continent, de la Tanzanie au Sénégal, du Sahara occidental jusqu'en Mozambique, en passant par l'Éthiopie, l'Érythrée, l'Angola, la RDC, le Rwanda, le

Soudan, etc.

14. Le Mali n'a pas dit son dernier mot. Le vent de la crise emporte aussi le Président I.B. KEITA. Le premier coup d'État du 18 Août 2020 est bien apprécié par la France. On va jusqu'à dire que « les militaires, en de temps, ont fait plus de résultats que le Président « démocratiquement élu » en 7 ans. Puis survient le coup d'État du 24 Mai 2021. Les militaires décident de reprendre le pays en mains. Ayant perdu le contrôle avec la nouvelle équipe, les choses se gâtent entre Paris et Bamako. Rien ne va plus entre les Autorités des deux pays. Le Mali ne serait-il pas en quelque sorte un pays agressé en situation de « légitime défense » ?

LE MALI «RÉSISTE»

Il est fréquent d'entendre des personnes dire que : « Le Mali a chassé tout le monde ». « Le Mali est en guerre avec tout le monde ». « Le Mali ne s'entend pas avec ses voisins », « Le Mali est isolé », etc. Comment un pays peut-il chasser 192 membres sur 193 États membres de l'ONU ? Quels sont les pays voisins qui n'ont plus de représentation diplomatique au Mali ? Non, cela est absolument impossible. Il est évident que quand on est en guerre, c'est forcément contre un ou des ennemis. Pour l'histoire, il nous a paru important de revenir sur certains incidents, pour l'histoire de notre pays.

1. L'ambassadeur, Son Excellence Toumani Djimé Diallo, a dénoncé sur une chaîne de télévision publique française le comportement irresponsable des agents de la MINUSMA qui se promenaient dans les villes maliennes en culotte, torsos nus, crânes rasés, comme s'ils étaient en territoires conquis. Le Président IBK a été sommé de le rappeler. Le digne fils du pays est rentré au pays sans tapage ni bruit.
2. Pendant que la France jubilait de sa victoire pendant les moments où l'armée malienne était en difficulté, un représentant de la MINUSMA a eu le culot, lors d'une réunion à Kidal, de «souhaiter la bienvenue à la délégation du Mali en terre d'AZAWAD».

Le digne fils du pays, le Ministre des Affaires étrangères du moment, Son Excellence Tiébilé Dramé, qui conduisait la délégation, l'a immédiatement déclaré «personae non grata». Pouvaient-ils en être autrement ?

3. La fin des missions : G5 SAHEL, BARKHANE, TAKOUBA, MINUSMA. En plus de 10 ans de présence, quel est le bilan de ces crânes rasés, en culottes, torsos nus ? Totalement décevant : forte progression du terrorisme, plus de 20 000 morts, etc. Ils étaient plutôt perçus comme des forces d'occupation et non des forces de libération du Mali. Que fallait-il faire avec un tel bilan ? Arrêter ou continuer ?

4. Le mépris de la CEDEAO et de l'UEMOA envers le peuple malien a conduit celui-ci à les rejeter. Ce sont elles qui ont exclu le Mali de toutes leurs instances, ce sont elles qui ont infligé les sanctions les plus stupides, illégales contre le Mali. Ce sont elles qui ont refusé d'appliquer les décisions de la Cour de justice de la CEDEAO de lever les sanctions illégales contre le Mali. Le pays a tout supporté. À l'exception de la Guinée, ce sont des pays de la CEDEAO qui ont fermé leurs frontières avec le Mali. Que peut faire de plus notre pays ?

5. La CEDEAO a très peu aidé l'un de ses membres en difficulté. Des pays ont fermé leurs frontières à la Guinée pendant l'épidémie de la maladie EBOLA. Avez-vous entendu une réaction de la CEDEAO et/ou de l'Union Africaine aux plaintes du Mali pour violation de son espace aérien ou à une agression du Mali comme l'attaque du bateau de la COMANAV ?

Mes frères et sœurs, la destruction du Mali était savamment préparée, le complot international est évident. Mais notre pays résiste bien jusqu'à maintenant : des activistes, des intellectuels, des hommes politiques, les forces armées, des forces de sécurité, chacun a accompli et continue d'accomplir le rôle qui est le sien pour le maintien de l'unité nationale. N'eût été cela, la partition de notre pays serait déjà effectivement réalisée sans qu'aucun Africain ne lève le doigt.

Observez bien ce qui suit ;

La partition du Soudan a été réalisée



au vu et au su de tout le continent, quelle a été la réaction de l'Union Africaine ? Quelle organisation communautaire régionale sur le continent a-t-elle réagi ?

La Libye a été détruite au vu et au su de tout le continent, quel dirigeant a osé lever le doigt pour condamner cette agression ? L'Union Africaine aurait dû vigoureusement protester, qui l'a entendu ?

Les jeunes Africains, sur les routes de l'immigration, sont vendus en Libye, comme esclaves, tués par dizaines au Maroc, en Tunisie et en Algérie. Qu'a fait l'Union Africaine et/ou les organisations communautaires régionales ?

Les oppositions systématiques pour étaler nos divergences ne font que le bonheur des ennemis. La France n'est l'amie de personne, surtout pas des «traîtres». Le Président Oumar Bongo, l'un des plus francophiles du continent, est mort à Barcelone. Son fils Ali Bongo a été contraint d'aller soigner son AVC au Maroc. Le Président Mobutu est mort au Maroc. Le Président IBK a été contraint d'aller se soigner

en Turquie. Le Président Alpha Condé naviguerait entre Istanbul et Dubaï.

Des expressions comme «le pays est en guerre contre tout le monde», «le pays est isolé», etc., relèvent de la pure manipulation destructive. On prend un mot dans une phrase qu'on met en exergue et on soulève les populations contre les dirigeants.

Il ne faut pas assez de discernement pour comprendre les «valeurs occidentales importées» qui nous divisent plus qu'elles nous unissent. Il est important de rappeler qu'entre Maliens, nous ne sommes pas des ennemis, mais des adversaires politiques, des contradicteurs dans des débats. Alors, soyons unis pour faire la paix et bâtir notre pays.

LA PAIX UNE «VARIABLE» DU DÉVELOPPEMENT

En matière de progrès, on pourrait accuser le Mali d'avoir perdu du temps qu'il pourrait consacrer à la réalisation d'actions de développement.

Cherchant les causes du sous-dé-

veloppement, des «spécialistes en économie du développement sont arrivés à la conclusion que «la paix n'est plus seulement un facteur du développement, elle est devenue une variable du développement», c'est-à-dire que le niveau de développement réalisé est fonction de la stabilité et de la paix dans le pays.» En dix ans de guerre, les installations de l'Office du Niger auraient été menacées, les aménagements d'irrigation du Projet Moyen BANI près de Djenné auraient été menacés, le Pont de Gao serait sous surveillance permanente.

La réalisation de nouvelles infrastructures d'envergure est quasiment impossible, à moins de mettre sous surveillance permanente tout le personnel travaillant sur ce projet, les équipements, et chaque mètre de l'ouvrage lui-même, etc.

Dans un tel contexte, les coûts de la protection et de la sauvegarde des acquis n'équivaleraient-ils pas à des investissements ? Alors le Mali fait du développement, puisque pour se développer encore faut-il exister. La Nation et l'État précèdent le dévelop-

pement économique et social.

C'est aux Maliens de comprendre que cette guerre profite plus aux envahisseurs qu'à nous. En dix ans de guerre, quel est le camp qui l'a emporté sur l'autre ? Personne ne sort vainqueur. Au contraire, notre impossibilité de nous entendre fait le bonheur des autres. Nous avons l'obligation de nous entendre. Mais que faut-il faire en pareille situation ?

INTÉGRER LA GUERRE DANS LES STRATÉGIES ET PLANS DE DÉVELOPPEMENT «QUI VEUT LA PAIX, PRÉPARE LA GUERRE» DIT-ON.

Qui veut la paix, prépare la guerre» dit-on. Que ce soit à l'échelle individuelle, de l'entreprise ou même de l'État, quand on fait face à des difficultés passagères, on les traite en priorité, on trouve les solutions idoines, on les évacue d'abord.

Mais cette crise multidimensionnelle «rébellion - terrorisme - djihadistes» à but de déstabilisation aux fins d'occupation de notre pays est tellement bien préparée, qu'il faut se rendre à l'évidence, qu'elle risque de s'installer durablement.

Alors nous devons revoir et repenser nos stratégies et plans de développement. La paix est le premier pilier du développement économique et social. Elle doit faire partie des objec-

tifs à tous les niveaux de la gestion du pays.

Le Ministère de la réconciliation et de la cohésion sociale doit être un ministère désormais permanent en charge de la culture de la paix par :

- le rapprochement des populations avec des messages de paix, des comportements de paix, etc.
- la conception de programmes scolaires et de manuels de renforcement de la paix et de vivre ensemble.

Le Ministère de la Défense pourrait être scindé en deux ministères : celui de la Défense et celui de la Guerre. Nous sommes en état permanent de guerre. Le monde ne connaîtrait plus jamais la quiétude d'antan.

- Le Ministère de la «Défense et des anciens combattants» s'occuperait de la «guerre préventive» par la Protection et la Sécurisation des frontières.

- Le Ministère de la Guerre serait en charge de la «guerre offensive» contre les ennemis du pays. La bonne gouvernance, la transparence dans la gestion des finances publiques à tous les niveaux de l'État doivent permettre de lutter contre la pauvreté et les exclusions sociales, de réduire les inégalités sociales, véritables menaces contre la stabilité et la paix sociale.

Les politiques économiques doivent être plus orientées vers la promotion de la production et la fabrication locales, rendant au pays son autosuffisance alimentaire, son indépendance économique, sanitaire, etc.

En conclusion, le développement économique et social est un processus d'amélioration, sans fin, des conditions de vie des populations. C'est l'objectif recherché par tout homme d'État.

Les chemins qui y conduisent sont parsemés d'obstacles qui ne doivent jamais faire perdre espoir. Le Mali connaît certes aujourd'hui des difficultés, mais pas insurmontables. L'histoire nous enseigne que ceux qui sont à des niveaux de développement enviables de nos jours sont passés par des moments d'incertitudes aussi graves que ce que le Mali traverse aujourd'hui.

■ **Siné DIARRA**, Expert-Comptable, Essayiste Bamako - Mali

malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "

74 Maliens
 MIGRATION IRREGULIERE :
 48 MALIENS PERISSENT EN MER

19:25



Mamadou Ismaila KONATE ✓
@vieuxmko

Lorsque vous vous faites critiquer par un porc commandité...., je me remémore l'histoire du Corbeau et du Rossignol : Le corbeau et le renard se retrouvent dans la forêt et se mettent à se faire l'un et l'autre, celui qui chantait le mieux.

Le corbeau qui commence vrrrrrr et le renard d'enchaîner, frrrrrr, et l'un et l'autre se revendiquait être le meilleur chanteur.

Et voilà le porc qui se ramène là !

Tous les deux lui demandèrent de faire l'arbitre. Voilà le porc qui s'installe sur une branche et le corbeau et le Rossignol se mirent à chanter vrrrrrr et frrrrrr

Et le porc de décider que c'est le corbeau qui savait chanter.

Le rossignol se mit à fondre en larme. Et le corbeau de lui reprocher qu'il était mauvais perdant et qu'il pleurait parce qu'il avait perdu. Le Rossignol de répliquer que ce n'était pas le cas. Mais qu'il pleurait parce qu'il avait été jugé par un porc, en l'occurrence un porc commandité me concernant, mais pour rien au monde je ne laisserai tomber une larme. #PourLeMaliJesuis #PourLeMaliJeMengage

Postez votre réponse



■ 25Thiemo CisseBen Ibrahim



Madou Diallo deuxième secrétaire général adjoint dans la section URD de kati, vice président de l'URD.

Est nommé ambassadeur du Mali à l'Ethiopie.

Toute mes félicitations camarade



■ Malick Konate



Quand le voleur crie « oh, le voleur ! », cela signifie qu'il est confronté à une impasse et que sa ruse habituelle ne peut pas l'aider à s'en sortir. Sa grande expérience de la contrebande ne peut pas le sauver de cette fâcheuse situation. #Bèki_Takè

■ Sambou Sissoko



Avant une attaque on nous dit que la situation est sous contrôle. Après une attaque la situation est sous contrôle. Finalement...!

■ Afad plateau officiel



AFAD-PLATEAU // ACADEMIE SOAR
LES ARBITRES SONT TUNISIENS...

Fédération Ivoirienne de Football

Abidjan, le 26 septembre 2023

TEL STD : 225-21 24 00 27
Mobile : 225-21 24 89 72
Fax : 225-21 25 95 52
225-21 24 43 08

INFORMATION SPORTIVE

COUPE DE LA CONFEDERATION CAF TOTALENERGIES 2023/2024

PRELIMINAIRES 2^{ème} TOUR/MATCH RETOUR

AFAD PLATEAU (COTE D'IVOIRE) Vs SOAR (GUINEE)

Date : SAMEDI 30 SEPTEMBRE 2023
Heure : 16H30 GMT
Lieu : STADE CHARLES KONAN BANNY DE YAMOOUSSOUKRO

Commissaire : YAMEOGO KOUDOGOU DAVID (BURKINA FASO)
Arbitre : MOHAMED YOUSRI BOUALI (TUNISIE)
Assistant 1 : ISMAIL AYMEN (TUNISIE)
Assistant 2 : WAEL HANNACHI (TUNISIE)
4^{ème} Officiel : NAIM HOSNI (TUNISIE)
Officier Médical : LOBAH YVES GONTRAND (COTE D'IVOIRE)

Prix des billets

VIP : 5.000 Frs
Catégorie 1 (Tribune Ouest) : 2.000 Frs
Catégorie 2 (Tribune Est-Nord-Sud) : 1.000 F

Le Directeur Exécutif Adjoint
DETRO ZEREGBE PASCAL

Association créée en 1961 et régie par la loi Ivoirienne n°60-315-1960 du 21-09-1960 relative aux Associations ;
N°Réceptif n°589 / CAB / AG du 18 mars 1981 ; Siège Social : Avenue 1 Treichville ;
01 BP 1202 ABIDJAN 01 N° CC : 0181482T - Tél. : +(225)21240027/21241072. Fax : 21259952/21244308
E-mail : ffci@ivorio.ci - Site : www.ff-ci.com

■ Samba Balobo Bah



DGP et ses frères/soeurs ont mis du paquets. Vraiment c'était chaud.

■ Kassoum Thera



D'après feu Hambak au partage du pouvoir les politik n'appellent pas les jeunes à la table mais si c'est gâté entre eux ils les demandent de descendre de la rue

■ Faso7



@Faso7_BF

[Débat] Le 30 septembre 2023, cela fera un an que le Capitaine Ibrahim Traoré conduit la Transition au Burkina Faso. Faso7 vous donne la parole. Que pensez-vous de la trajectoire adoptée par les dirigeants de la transition ?

FASO7

Composez sur votre numéro Orange Burkina *3368# pour recevoir les infos par SMS

BURKINA FASO
28 septembre 2023

AN I de la Transition dirigée par le Capitaine Ibrahim Traoré

A vous la parole

Que pensez-vous de la trajectoire de la transition ?

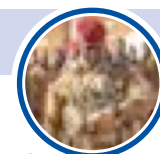
A- Bonne **B- Moyenne** **C- Inquiétante**

Qu'est-ce qui a marché ?
Qu'est-ce qui n'a pas marché ?

Merci de vous exprimer en toute courtoisie et dans le respect des autres.

Économisez pour en savoir plus sur www.faso7.com

■ Capitaine Ibrahim TRAORÉ



@Capitainelb226

Ensemble, nous nous sommes engagés pour la libération de notre Pays. Je rassure de ma détermi-

nation à conduire la Transition à bon port en dépit de l'adversité et des différentes manœuvres pour stopper notre marche inexorable vers une souveraineté assurée. Ma conviction se forge à chaque pas franchi dans la reconquête de notre chère Patrie. MERCI à l'ensemble des Burkinabè qui assurent continuellement la veille citoyenne, gage d'une réussite collective!

■ Association des Maliens de



@Assodesmaliens

Ad

Le chemin vers #paix et la stabilité du Mali est une épreuve difficile. Cependant seule l'unité du #Mali conduira à sa réussite ! Merci à celles et ceux qui se lèvent tous les matins pour permettre au #Mali et au peuple malien d'atteindre ce but unique : la réussite réelle du pays à tous les niveaux !!!! Dieu bénisse le Mali et le peuple malien!

■ Housseyne Ag Issa



@HousseyneAg

#Sahel #Niger Les organisations et mouvements de la société civile ont appelé à des manifestations massives ce jeudi après midi devant la base française de #Niamey pour exiger que la #France fixe un calendrier urgent pour le départ de ses soldats dans les plus brefs délais. Le militant panafricain

@KemiSeba1

dirigera ces manifestations et devrait faire un discours devant la base. Ces appels à manifester interviennent au lendemain du départ de l'ambassadeur de France du pays, soit exactement 60 jours après le coup d'État qui a renversé Mohamed #Bazoum.

■ Wassim Nasr



@SimNasr

#JNIM #AQMI revendique deux attaques le 15 septembre une au #BurkinaFaso « 10 militaires tués » et une au #Bénin « 3 militaires tués »

■ Bamako news +



#Burkina Faso | Le chef d'état major, le chef des services de renseignement et son DAF sont aux arrêts, la tentative de coup d'Etat a échoué au Burkina.

Les Présidents, Chefs des transitions au #Mali, au #Burkina #Faso et au #Niger feront face au quotidien à des tentatives de coup d'état. Ils doivent être #vigilants et #impitoyables avec ceux qui tentent ces opérations. L'ennemi, on le connaît, est à l'affût.

Les peuples Sahéliens doivent prendre leurs responsabilités, rester vigilant et protéger leur leader, comme ce fut le cas hier au Burkina ou grâce à la détermination du peuple, les assaillants ont été découverts et mis aux arrêts.

L'AFRIQUE EST DEBOUT.



COMMUNIQUÉ

COMMISSION BIOMÉTRIE



La Direction Générale de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les bénéficiaires de pension résidant dans le **district de Bamako**, qu'en marge **de la fourniture des pièces périodiques**, elle procédera à leur **enrôlement biométrique** à partir du **1er octobre 2023**. Cet enrôlement aura pour effet la production de cartes d'assurés biométriques.

Dans un premier temps, l'enrôlement biométrique concernera uniquement les pensionnés de Bamako.

Ils peuvent se présenter dans les Agences Principales de Bamako munis de leur **acte de naissance**.

La Direction Générale sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 25 septembre 2023

La Direction Générale



(+223) 20 22 59 17



www.inps.ml



infos@inps.ml



INPS.Mali



@INPS_Mali

Partenariat: La FNAR apporte son soutien à la CMSS



Satisfaits des services offerts par la Caisse Malienne de Sécurité Sociale (CMSS), les membres de la Fédération Nationale des Retraités du Mali (FNAR) ont effectué le déplacement le mardi 26 septembre 2023 dans les locaux de la CMSS afin de témoigner de tout leur soutien au directeur général et à toute son équipe.

Aussi, ils se sont dits entièrement satisfaits du paiement régulier et dans le délai des pensions et des procédures mises en œuvre qui ont permis la réussite totale du contrôle physique des pensionnés de la CMSS. En outre, ils se sont réjouis de la bonne relation que la CMSS entretient avec ses partenaires sociaux qui contribue au maintien d'un climat social apaisé au sein de la CMSS.

Fatoumata Mah Thiam KONE, CCOM- RP/ CMSS



Mourdiah Les forces armées maliennes repoussent une tentative d'attaque

Mercredi soir, aux alentours de 20 h 00, les Forces Armées Maliennes (FAMa) du poste de Mourdiah, situé dans le sud-ouest du Mali, ont vaillamment déjoué une tentative d'attaque terroriste dans la région de Koulikoro. Cette intervention réussie est le fruit du professionnalisme et de la détermination des FAMa, qui étaient équipées d'un arsenal de combat impressionnant.



Mourdiah, un paisible village malien du cercle de Nara, a été le théâtre de l'action héroïque de nos forces armées. Des éléments terroristes ont tenté de semer la terreur dans la région, mais grâce à la vigilance et à la préparation des FAMa, leur tentative a été contrecarrée. L'engagement infailible des militaires maliens a permis de maintenir la sécurité dans la région.

L'arsenal de combat des FAMa a joué un rôle crucial dans la défense de Mourdiah. Des armes modernes et efficaces ont été utilisées pour repousser les assaillants, mettant en échec leurs plans destructeurs. Les forces armées maliennes ont montré une fois de plus qu'elles sont prêtes à tout pour protéger la paix et la sécurité de leur pays.

Malheureusement, les terroristes ont subi des pertes dans leurs rangs lors de l'affrontement initial. Pour tenter de récupérer leurs complices, ils ont ouvert le feu de manière sporadique dans une tactique de harcèlement. Cependant, les FAMa ont maintenu leur sang-froid et ont maintenu le contrôle de la situation.

À l'heure actuelle, la situation à Mourdiah est sous contrôle total des FAMa. Les forces armées maliennes poursuivent leurs opérations de ratissage pour neutraliser tout élément terroriste ou narco-trafiquant qui pour-

rait menacer la stabilité de la région.

Le peuple malien continue de faire preuve de résilience et de courage face à ces menaces persistantes. En ces moments difficiles, l'unité nationale est plus que jamais nécessaire pour assurer un avenir pacifique et prospère pour le Mali.

Cette victoire des Forces Armées Maliennes à Mourdiah témoigne de leur détermination à protéger la nation contre toute menace. Que Dieu sauve le Mali, et que la paix puisse prévaloir dans cette belle nation d'Afrique de l'Ouest.

Source : Bamada.net

MINUSMA

Les contingents sénégalais finalisent leur retrait du Mali



Avec les 116 éléments récemment rapatriés de Mopti vers Dakar, les contingents sénégalais de la MINUSMA (Mission onusienne au Mali) ont finalisé leur retrait avec les 116 éléments récemment rapatriés de Mopti vers Dakar, a annoncé la mission mercredi.

“Dans le cadre du désengagement progressif du personnel de la MINUSMA, 116 casques bleus sénégalais ont été rapatriés du camp de Mopti le 20 septembre”, précise la mission onusienne dans un communiqué publié sur son site.

Dans l'ensemble, 97 officiers d'état-major, 2 583 membres des pays contributeurs de troupes, 184 officiers de police individuel et 412 membres des unités de police formées

ont été rapatriés depuis le début du processus de retrait, indique la même source

À ce jour, 2 680 membres de la Force de la MINUSMA et 596 membres de la Police des Nations Unies (UNPOL) ont été rapatriés, ce qui porte le total à 3 276 membres du personnel en uniforme ayant quitté la mission.

Le retrait ne se limite pas aux seuls domaines militaire et policier : 81 membres du personnel international et dix Volontaires des Nations Unies (VNU) ont déjà quitté le Mali, souligne la MINUSMA précisant que le total des départs du personnel civil s'élève à 91. En y ajoutant les départs militaires, le bilan global atteint 3 367 membres.

Le désengagement actuel de la MINUSMA s'inscrit dans le cadre de la Résolution 2690 du Conseil de sécurité des Nations Unies, adoptée le 30 juin 2023. Cette dernière prévoit la fin des opérations de la MINUSMA avec un retrait total prévu pour le 31 décembre 2023, rappelle le communiqué.

Source : <https://www.aa.com.tr/fr>

Économie

La Russie autorise à ces pays africains d'accéder à son marché des devises

Les banques, les courtiers algériens, égyptiens, marocains et sud-africains peuvent désormais prendre part aux échanges sur le marché russe des devises et sur celui des produits dérivés financiers, selon une circulaire russe. Cela devrait augmenter l'

Le gouvernement russe a entériné la liste de 31 pays dont les banques et les courtiers pourront participer aux échanges sur le marché russe des devises. Parmi une trentaine de pays “neutres ou amis” figurent quatre États du continent africain: l'Égypte, l'Algérie, le Maroc et l'Afrique du Sud.

À cela s'ajoutent l'Arabie saoudite, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bangladesh, Bahreïn, la Biélorussie, le Brésil, la Chine, Cuba, les Émirats arabes unis, l'Indonésie, l'Iran, le Kirghizistan, la Malaisie, la Mongolie, Oman, l'Ouzbékistan, le Pakistan, le Qatar, la Serbie, le Tadjikistan, la Thaïlande, le Turkménistan, la Turquie, le Venezuela et le Vietnam, d'après une circulaire publiée le 20 septembre et signée par le Premier ministre Mikhaïl Michouline.

Les acteurs financiers autorisés auront également accès au marché des produits dérivés financiers.

Ces mesures visent à accroître l'efficacité du mécanisme de conversion directe des monnaies nationales des pays amis et neutres. De plus, elles sont censées former des cotations directes par rapport au rouble pour répondre à la demande de l'économie russe pour les règlements en monnaies nationales.

DEDOLLARISATION EN MARCHÉ

La nécessité cruciale d'augmenter les échanges en devises locales pour détrôner l'hégémonie du dollar ne cesse d'être prônée par divers dirigeants à travers le monde dont ceux des pays des BRICS. Ce sujet a constitué l'un des fils conducteurs de la 15^e édition du sommet du groupe des cinq, qui s'est élargi jusqu'à 11 membres. La création d'une monnaie commune des BRICS fait aussi l'objet de discussions.

D'ailleurs, la Russie et l'Afrique ont pratiquement doublé leurs échanges en devises "amicales", indiquait en septembre la Banque de Russie. Ainsi, les paiements pour les produits importés de Russie en monnaies "amicales" sont passés de 39,1% en juin à 78,8% en juillet, ce qui représente la valeur la plus élevée depuis janvier 2021, a expliqué l'instance russe.

Pour Moscou, la dédollarisation qui est déjà en cours,



représente un processus naturel en tant que réponse à l'omniprésence du billet vert dans le commerce mondial et à ses exigences. En outre, le dollar perd sa stabilité devenant incapable de garantir une quelconque sécurité.

Sputniknews

Géopolitique:

La France a-t-elle encore un avenir au sahel ?

La guerre de la France contre le terrorisme est officiellement terminée. Et tout porte à croire que l'Hexagone n'a plus aucun avenir au Sahel. Jusque-là, Paris appuyait particulièrement les troupes nigériennes dans leur lutte contre le terrorisme. Aujourd'hui, le régime militaire nigérien travaille sur « une nouvelle étape vers la souveraineté » du pays en évoquant « un moment historique qui témoigne de la détermination et de la volonté du peuple nigérien ».

Il s'agit précisément là d'un « aveu d'impuissance » des Français. Les militaires au pouvoir mettent la France dehors et le président Français n'a pas d'autre choix que de retirer ses troupes. Dorénavant, la présence française en Afrique se concentre sur d'autres pays comme le Sénégal avec 400 soldats ou la Côte d'Ivoire avec 900 militaires... Les troupes au Tchad sont surtout au service

du renseignement.

Se retirer du Niger ! C'était l'unique solution depuis le début et il n'y avait rien d'autre à faire. Le président français, Emmanuel Macron, a donc annoncé dimanche dernier le retrait de ses troupes du Sahel, lors de son entretien sur les chaînes françaises. « Nous mettons fin à notre coopération militaire au Niger. Les militaires déployés là-bas, eux aussi, rentreront d'ici la fin d'année », a promis le chef de l'État français en estimant que l'opération Barkhane au Sahel avait été un « succès ». L'ambassadeur français au Niger ainsi que le personnel diplomatique présent sur place vont également rentrer en France.

La France dispose de près de 1 500 soldats au Niger où une junte militaire a pris le pouvoir le 26 juillet 2023 en renversant le président Mohamed Bazoum. Le pouvoir nigérien a salué cette décision comme « une nouvelle étape vers la **souveraineté** » de son pays.

Macky Cissé

Consultant politique indépendant
Source : Le Matin- Mali





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Lutte contre la corruption : Quels sont les rôles et attributions de l'OCLEI ?

L'ordonnance n° 2015 – 032 P-RM du 23 septembre 2015, portant création de l'office centrale de lutte contre l'enrichissement illicite en ses articles 4, 6 et 7, définit les missions et attributions de l'OCLEI.

Article 4 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en oeuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;
- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;
- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;
- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;
- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;
- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux

niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en oeuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite ;
- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;
- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;
- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;
- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

Article 6 : Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

Article 7 : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Forces étrangères en Afrique de l'ouest Quels sont les pays occidentaux concernés ?



AFP

La France retirera ses troupes du Niger d'ici la fin de l'année à la suite d'un coup d'État survenu en juillet dans ce pays, ce qui portera un coup à l'influence française et aux opérations de lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel.

Le Niger, allié clé des pays occidentaux dans la lutte contre le terrorisme au Sahel, accueille un certain nombre de forces étrangères. Leur nombre a augmenté au cours des deux dernières années à la suite des coups d'État survenus au Mali et au Burkina Faso voisins, qui ont détérioré les relations entre ces pays et leurs partenaires occidentaux.

Voici une liste des pays occidentaux ayant des troupes dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

FRANCE

La France dispose de 1500 soldats au Niger, avec le soutien de drones et d'avions de guerre.

Elle a déployé des troupes en Afrique de l'Ouest pendant une décennie, mais s'est tournée vers le Niger pour y baser le gros de ses forces à la suite des coups d'État au Mali et au Burkina Faso voisins, en 2021 et 2022, respectivement.

La junte qui a renversé le président nigérien Mohamed Bazoum le 26 juillet a révoqué une série d'accords militaires avec la France.

Avant le coup d'État, la France avait cherché à éviter les critiques potentielles sur son rôle au Sahel et à minimiser le sentiment anti-français

en se concentrant sur le soutien aux forces locales, plutôt que de confier aux soldats occidentaux une grande partie du travail sur le terrain.

Elle maintient encore des bases militaires au Tchad (1000 hommes), en Côte d'Ivoire (900 hommes), au Sénégal (350 hommes) et au Gabon (400 hommes), dont certaines sont transformées en opérations cogérées avec les armées nationales, afin de jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale.

ETATS-UNIS

Il y a environ 1100 soldats américains au Niger, où l'armée américaine opère à partir de deux bases. En 2017, le gouvernement du Niger a approu-

vé l'utilisation de drones américains armés pour cibler les terroristes.

Le montant de l'aide à la sécurité fournie par les États-Unis n'est pas clair. En 2021, l'ambassade des États-Unis à Niamey a déclaré que le Pentagone et le Département d'État avaient fourni au Niger plus de 500 millions de dollars en équipement et en formation depuis 2012.

ALLEAGNE

Au 20 septembre, l'Allemagne, qui retire ses troupes déployées au Mali dans le cadre de l'opération de maintien de la paix des Nations

unies MUNISMA, a déclaré que 887 soldats se trouvaient toujours au Mali, dont 755 dans la ville de Gao, dans le nord du pays, et d'autres dans la capitale Bamako. Environ 110 soldats allemands se trouvent à Niamey, la capitale du Niger.

ITALIE

L'Italie avait environ 300 soldats au Niger avant le coup d'État, selon le ministère de la défense du pays.

Le 6 août, le ministère de la défense a déclaré que 65 soldats italiens avaient quitté le Niger par avion militaire, afin de faire de la place dans

sa base militaire pour les civils qui pourraient avoir besoin de protection. Il reste donc au Niger environ 250 soldats déployés pour des missions de contre-insurrection et de formation militaire.

UNION EUROPEENNE

L'Union européenne dispose de 50 à 100 soldats pour une mission de formation militaire de trois ans qu'elle a mise en place au Niger en décembre afin d'aider le pays à améliorer sa logistique et ses infrastructures.

■ Source: Reuters

Intégrité territoriale du Mali : Le colonel Assimi Goïta promet une reconquête totale

Dans son message à la nation (le premier de la 4e République) prononcé jeudi dernier (21 septembre 2023) à l'occasion du 63e discours d'indépendance du Mali, le Colonel Assimi Goïta a fait un large tour des défis auxquels le pays fait face, notamment la lutte contre le terrorisme et la reconquête de l'intégrité totale du territoire. Ce qui a nécessité le changement de l'option stratégique afin d'assurer la montée en puissance de notre outil de défense. Le président Goïta s'est notamment appesanti sur les réformes en cours et indispensables à la refondation de l'Etat. Des efforts qui imposent des sacrifices énormes aux Maliens éprouvés par le coût de la vie. Mais, le chef de l'Etat a donné l'assurance que son gouvernement est prêt d'œuvre pour les soulager.

« La situation sécuritaire est certes tendue, mais le Mali va recouvrer sa souveraineté sur l'ensemble du territoire national et apporter les services sociaux de base à nos populations » ! C'est ce que le Colonel Assimi Goïta a confié à la presse après le défilé militaire marquant la célébration du 63e anniversaire de l'indépendance du Mali. La veille, le Chef de l'Etat avait commencé son message à la nation en rappelant que, depuis la rectification de la transition et la tenue des Assises nationales de la refondation (ANR), « notre pays a engagé de grands chantiers de réformes répondant ainsi aux préoccupations soulevées par le peuple dans les domaines de la sécurité, de la gouvernance de l'Etat, de la justice et du

développement socioéconomique ».

Le président Assimi Goïta a indiqué qu'avec la nouvelle dynamique, consécutive au retrait de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et les opérations militaires en cours, « le Mali recouvrera sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire ». Ainsi, a-t-il promis, « le gouvernement va veiller au redéploiement effectif des Forces de défense et de sécurité (FDS) ainsi qu'au retour des services sociaux de base sur l'ensemble du territoire national ». Dans son message à la nation, le président Goïta a expliqué les raisons du changement de la stratégie de défense de son pays.

« Après dix ans de présence militaire sur notre sol, nous avons compris que la logique était plutôt d'entretenir l'insécurité et de nous maintenir dans la dépendance. C'est la raison fondamentale pour laquelle le peuple malien a décidé de prendre en main sa sécurité », a-t-il indiqué. « Ayant pris conscience que la survie de notre État dépendait de la question sécuritaire, les autorités de la transition ont opéré des choix stratégiques majeurs qui ont permis l'amélioration de nos capacités opérationnelles et la montée en puissance de l'armée », a indiqué le colonel Goïta.

Une mutation en profondeur de l'outil de défense pour faire face aux nouvelles menaces

« Suivant notre nouvelle vision de

l'outil de défense, celui-ci a connu une mutation en profondeur, d'où un changement radical de mode opératoire dans la lutte contre les Groupes armés terroristes (GAT) dont les actions perfides ne consistent, de nos jours, qu'à s'attaquer aux populations civiles innocentes en guise de représailles des lourdes pertes que leur infligent les Forces de défense et de sécurité», a précisé le président de transition malien.

«La nouvelle politique de défense intègre les citoyens dans un système plus adapté aux conditions d'un pays faisant face à des menaces sécuritaires multiformes...», a poursuivi le colonel Assimi Goïta. Il a aussi déclaré dans son message que «les attaques dirigées contre les populations civiles de même que celles contre les FAMA ne resteront

pas impunies. A ce jour, une enquête est déjà ouverte par la justice malienne».

Dans son discours à la nation, le Colonel Assimi Goïta a salué «la résilience du peuple malien qui consent d'énormes sacrifices pour que nous puissions atteindre nos objectifs de développement et de reconquête de notre souveraineté». C'est aussi le lieu, a-t-il indiqué, de réaffirmer aux FAMA «la reconnaissance de la nation et la confiance de la hiérarchie militaire pour leur engagement constant dans la défense opérationnelle du territoire et la préservation de notre souveraineté». Et d'assurer, «le gouvernement est à pied d'œuvre pour résoudre les problèmes liés à l'approvisionnement de la population en denrées de première nécessité et à la fourniture

des services sociaux».

Il faut noter que ce 63e anniversaire de l'indépendance du Mali a été célébré dans la plus grande sobriété à cause de la recrudescence des attaques terroristes ciblant notamment les civils. A l'image de celle qui a visé le bateau «Tombouctou» le 7 septembre 2023 qui a fait plus de 100 morts, de nombreux blessés, des personnes disparues et des dégâts matériels importants dans le nord du pays (entre Mopti et Gao). Les fonds prévus pour les festivités ont été réaffectés au soutien des proches des victimes, dont celles des attaques terroristes de ces dernières semaines.

■ **Moussa Bolly**
Source : Le Matin- Mali





**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Contribution

Le cri de cœur des dirigeants africains aux nations unies



En écoutant les dirigeants africains s'adresser à l'Assemblée générale des Nations Unies cette année, le message était catégorique et unanime : le continent ne veut plus être victime de l'actuel ordre mondial. Il se veut une puissance mondiale en soi avec laquelle il faut désormais collaborer, et non un terrain de jeu des puissances.

La majorité des pays africains a vécu une vie d'indépendance de plus de 60 ans et le continent avec plus de 1,3 milliard d'habitants est plus que conscient des défis qui étouffent son développement. Ces dernières années, l'Afrique a fait preuve d'audace en siégeant au G20, et elle a sûrement montré clairement sa capacité à devenir une puissance mondiale, grâce à ses efforts pour lutter contre le changement climatique même si elle contribue de loin le moins au réchauffement climatique. En marge l'Assemblée générale des Nations Unies, la Banque Africaine de Développement a mobilisé certains dirigeants politiques et éco-

nomiques lors d'un événement intitulé "L'Afrique imparable", une expression considérée comme reflétant les aspirations du continent.

Avec le plus grand bloc de pays aux Nations Unies, les dirigeants africains exigent de plus en plus une plus grande voix dans les institutions multilatérales. Ces exigences vont s'accroître à un moment où le continent est courtisé par les grandes puissances et dans un contexte de concurrence géopolitique croissante.

Mais avec une population jeune qui devrait doubler d'ici 2050, l'Afrique est la seule région en

croissance rapide où ses habitants s'appauvrissent et faisant face à de graves défis de gouvernance. Certes, le monde s'intéresse de plus en plus à l'Afrique et à la manière dont elle contribue aux défis mondiaux actuels, et il existe certainement un potentiel pour que l'Afrique s'affirme davantage et conduise un changement progressif et plus juste dans le système mondial. Cependant, le continent dépend fortement de l'aide étrangère pour ses besoins de développement, recevant la plus grande part de l'aide mondiale totale. Pourtant, elle continue de souffrir d'un système financier mondial qui oblige ses pays à payer huit fois plus que

les pays européens les plus riches, ce qui entraîne une augmentation de la dette qui ronge ce qui reste des recettes publiques en baisse.

La capacité de l'Afrique ne réside pas seulement dans sa population mais aussi dans ses riches ressources naturelles. Toujours est-il que, parler d'une voix collective est entravé par des politiques nationales plutôt que régionales. Le principal obstacle au développement de l'Afrique est sa fragmentation en plus de 50 pays. Alors que les dirigeants africains parlaient avec enthousiasme du continent en tant que force sur la scène mondiale, il est certain que les dirigeants doivent d'abord commencer par faire bénéficier leurs peuples des dividendes de leurs politiques de gouvernance à l'interne. Dans cette région richement dotée, au moins la moitié de ses 54 pays figurent parmi les 30 moins développés du monde, selon le dernier indice de développement humain des Nations Unies. En Afrique, la corruption chronique et la mauvaise gouvernance ont privé des millions de personnes des avantages que procure le fait d'être le plus riche continent en ressources naturelles. Or, les peuples africains ne réclament que la réduction de la pauvreté, la stabilité des États, la sécurité, le développement socio-

politique et socio-économique et la bonne gouvernance.

Aussi, la seule grande organisation panafricaine – l'Union africaine – est incapable de diriger et de défendre efficacement le continent. En cette période cruciale où le continent est confronté à une myriade de défis sécuritaires, il a besoin d'un leadership efficace et fort, doté à la fois de ressources humaines et naturelles, pour jouer un rôle de leader et diriger le continent dans le nouvel ordre mondial.

Si l'Afrique veut être prise au sérieux, ses dirigeants doivent s'attaquer aux graves défis auxquels le continent est confronté, y compris les défis tels que les conflits aigus dans plusieurs régions, dont certains sont motivés par le désespoir de la population face à l'incapacité à garantir la sécurité et une gouvernance de base acceptable par le peuple. Ces mêmes dirigeants africains ne doivent mentir ni l'attention, ni le respect des autres ou même les supplier de s'associer avec eux. La prospérité de l'Afrique reposera sans doute sur la confiance des citoyens en leurs compétents dirigeants et le respect des gouvernants des pays du reste du monde.

Le monde traverse une période ca-

pitale, caractérisée par des changements importants dans la structure du pouvoir international. Pour être en mesure d'évaluer correctement les événements actuels, l'Afrique doit consacrer ses énergies à déterminer les propriétés structurelles des changements en cours. En outre, il appartient aux Africains de veiller à ce que l'agenda africain soit représenté et protégé de manière adéquate dans l'élaboration du nouvel ordre mondial. L'Afrique doit organiser sa politique et sa diplomatie internationales avec une compréhension claire de ce à quoi le continent est sur le point de faire face dans le monde. C'est aux dirigeants africains de comprendre que bien que l'ordre mondial actuel tende vers la multipolarité, mais qu'il est déséquilibré du fait de la déconnexion entre la géopolitique et la géoéconomie du monde. Au-delà du non-alignement, c'est à eux de dégager des stratégies pour rééquilibrer l'ambition unipolaire des puissances actuelles et œuvrer pour une véritable démocratisation des affaires mondiales. C'est à eux de défendre la place qui revient au continent dans l'architecture multipolaire émergente. Il est temps pour de leaderships visionnaires ambitieux, compétents et sérieux.

Cheick Boucadry Traore

Alliance des Etats du sahel : Un pas décisif vers l'unification réelle de l'Afrique ?

Espoir Mali Koura (EMK), dans un communiqué publié le 19 septembre 2023, a annoncé avoir appris comme tous les Maliens l'annonce de la création de l'Alliance des États du Sahel (AES), alliance qui regroupe les trois États du Liptako-Gourma. Il s'agit notamment du Burkina Faso ; le Mali et le Niger. Pour ce mouvement animé par des Panafricanistes convaincus, cette initiative doit être mise à profit sur le chantier de l'intégration africaine.

Faire de la naissance de l'Alliance des États du Sahel (AES) un excellent tremplin vers l'unification réelle de l'Afrique ! Tel est le souhait exprimé par Espoir Mali Koura (EMK) dans un communiqué publié le 19 septembre 2019. Tout en saluant cette heureuse

initiative prise par les gouvernements de nos trois états, le comité de pilotage d'EMK leur a fait des propositions intéressantes. Il s'agit notamment de l'approfondissement de cette alliance au delà des questions sécuritaires ; de l'ouverture des négociations immédiates

avec le gouvernement guinéen afin d'élargir l'alliance à la République soeur de Guinée dans les meilleurs délais et, enfin, de tout mettre en œuvre pour élargir l'Alliance des États du Sahel au-delà de l'Afrique de l'ouest. Et cela d'autant plus, assurent les panafricanistes res-



ponsables d'EMK, «elle peut être le prélude à l'unification réelle du continent africain».

«Pour accomplir une tâche aussi grandiose, il est absolument nécessaire de mobiliser les forces patriotiques, progressistes et panafricanistes de nos trois pays. En effet, tout projet politique suppose pour sa réalisation efficiente la mobilisation de forces politiques et sociales bien définies et acquises à cette vision», a souligné le communiqué publié le 19 septembre 2023.

Et de rappeler, que déjà, «les ennemis de l'Afrique sont à pied d'œuvre pour faire échouer l'AES. C'est à nous de faire en sorte qu'ils échouent, il en va de l'avenir de l'Afrique à cette époque de bouleversements à l'échelle du monde ;

Des bouleversements comparables à ceux qui ont eu lieu au début du 20^e siècle à la fin de la première guerre mondiale et après la deuxième Guerre mondiale avec la création du camp socialiste et l'émancipation politique des peuples colonisés d'Afrique et d'Asie». Pour EMK, «nous sommes tous interpellés par les défis de l'histoire. Tâchons donc d'être à la hauteur des leaders de l'indépendance comme Modibo Kéita, Sékou Touré, Kwamé Nkrumah, Patrice Emery Lumumba...» pour bâtir «une Afrique nouvelle, libre de toutes les chaînes du néocolonialisme».

Nous adhérons pleinement à ces propositions d'Espoir Mali Koura qui ouvrent de nouvelles perspectives vers l'unité politique et l'intégration économique de notre

continent qui, sous la pression de la jeunesse consciente, cherche aujourd'hui à s'affranchir de la domination coloniale par tous les moyens. Comme beaucoup d'intellectuels et acteurs politiques nous sommes convaincus que la création de l'AES est une réponse positive idoine favorisant la mutualisation des moyens et créant une synergie d'action pour circonscrire les soucis de sécurité et relever les défis de paix, développement dans le Sahel. Et il n'est pas utopique de vouloir l'étendre à d'autres pays, notamment le la Guinée Conakry, le Tchad, le Soudan...

Naby

Source: Le Matin- Mali

Drame à Kadiolo, région de Sikasso : Un adjudant-chef de police se tire une balle dans la tête !

C'est un nouveau drame inexplicable pour la police nationale. Un adjudant-chef de police, marié et père de 04 enfants en service au commissariat de Kadiolo, une ville frontalière malienne de la région de Sikasso, s'est donné la mort en tirant lui-même une balle dans la tête.



Le drame s'est déroulé dans le quartier Koko situé derrière la gare routière de ladite localité.

C'est aux environs de 16 heures ce mardi 26 septembre 2023 que l'Adjudant-chef de Police Issiaka K SIDIBÉ est rentré en catimini chez lui au quartier Koko, en absence de son épouse. Ensuite, il est rentré dans sa chambre et s'est saisi de son arme chargée pour se loger une balle dans la tête selon une source familiale. Il est mort sur le coup.

L'adjudant-Chef de police était étalé dans une mare de sang.

Le commissariat de Kadiolo saisi par sa famille, envoya des agents sur place lesquels ne purent que constater les faits. Leur collègue s'était en

effet tiré une balle dans la tête avec son arme de dotation, un (PA) Pistolet Automatique.

Mais pourquoi ? Y avait-il un lien avec son état de santé ? Ou avait-il un autre problème ? Les enquêteurs cherchent réponses à ces différentes interrogations.

Pour l'heure, c'est la consternation totale au sein de la famille éplorée, dont l'épouse et les quatre enfants.

«A ce stade, pas de lien avec le contexte professionnel», révèlent les enquêteurs.

Le fonctionnaire de police a été promu Adjudant-Chef cette année-même selon une source sécuritaire.

Pour l'heure, personne ne sait les raisons de cet acte. Par contre L'Adjudant-chef de Police Issiaka K Sidibé n'était pas à sa première tentative de suicide, aux dires de certains proches. Pour rappel, en 2022, le même policier avait bu de l'acide dans le but de se suicider; mais avait pu être sauvé de justesse et soigné.

A première vue, le flic semble être en parfaite état et jouit de toutes ses facultés.

Une enquête a été ouverte afin de déterminer les circonstances exactes du drame.

Paix à son âme !

Bamananden Journal
Kojugu kelebaa JKK*

Avenir de l'ONU : Quand les pays membres permanents brillent par leur absence

La 78e session de l'Assemblée Générale des Nations Unies s'est déroulée dans un contexte marqué par d'importants bouleversements géopolitiques et des conflits sans précédent. Elle a été marquée par plusieurs absences, et non des moindres. Sur 5 membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU (Organisation des Nations Unies), un seul était représenté par son président: les États-Unis. Les quatre autres l'étaient par leurs ministres des affaires étrangères. Que se passe-t-il ?



L'absence des chefs d'Etat et de gouvernement des quatre autres membres permanents [Xi Jinping, Vladimir Poutine, Emmanuel Macron , Rishi Sunak] et bien d'autres comme Narendra Modi à la 78e session de l'Assemblée générale des Nations unies à New York

est un signal inquiétant envoyé par les principaux dirigeants du monde. On a rarement vu ce raout annuel majeur snobé à ce point. Et ce ne sont pourtant pas les crises globales qui manquent, de l'Ukraine à la Libye, du Soudan au Niger, sans oublier le changement climatique.

Ces absences témoignent des tensions qui pèsent sur les relations entre plusieurs grandes puissances, mais aussi d'un fait que plusieurs observateurs ont noté: les Nations Unies n'arrivent plus à rassembler et à atteindre une grande partie des objectifs pour lesquelles elles ont

été constituées après la Seconde Guerre Mondiale, à savoir la préservation de la paix, ou encore la lutte contre la pauvreté. De plus, son système actuel est jugé, par certains, trop favorable à l'ancien ordre mondial où les États-Unis et l'Occident règnent en maîtres. Ces défections en disent long sur l'état de la coopération entre États.

Le président chinois avait beau faire l'éloge d'un multilatéralisme nouveau et inclusif à l'ONU à Genève en 2017, il promeut de fait un multilatéralisme à la carte. Sa récente absence du G20 en Inde fut très remarquée. Pour lui, l'ONU n'est pas le seul forum où il peut avancer les pions de Pékin. D'autres organisations, dont les BRICS, servent aussi bien ses intérêts.

Le Président français, quant à lui, semble séduit par la notion de mul-

tilatéralisme de projets. Ces formulations révèlent une crise majeure de la coopération. Le président de la Confédération, Alain Berset, s'en est fait l'écho à New York, mettant en garde contre un «désordre mondial». Il a martelé la nécessité impérieuse d'avoir une ONU forte.

Depuis le Covid-19 et la guerre en Ukraine, l'érosion de la confiance entre États s'est accélérée. De gros doutes apparaissent quant à la capacité des Nations unies à mener un jour les réformes nécessaires pour leur donner une représentativité qui ne reflète pas les rapports de force de 1945, mais ceux d'aujourd'hui. L'émergence d'un monde multipolaire qui ravit certaines puissances désireuses de contrer l'ordre mondial d'après-guerre marqué du sceau des États-Unis n'est pas encore un garant de paix,

a averti au sommet des BRICS Antonio Guterres. Le secrétaire général de l'ONU le rappelait: l'Europe de 1914 était multipolaire...

Il faut signaler que la montée en puissance d'autres organisations au niveau desquelles beaucoup se sentent considérés contribue de plus en plus à l'isolement de l'ONU. Des regroupements comme les NON-ALIGNÉS, les BRICS, le G77, le G20 sont en train de s'imposer et d'avoir la confiance de plusieurs États. En tout cas, si l'ONU veut survivre, elle a intérêt à être au service de tous les pays du monde au même titre d'égalité.

Mariam Konaré
Nouveau Réveil

Niger: L'ambassadeur de France Sylvain ITTE quitte Niamey

Pendant des semaines Paris avait refusé son départ demandé par les autorités militaires nigériennes.

L'ambassadeur de France au Niger Sylvain Itté a quitté Niamey dans la nuit de mardi à mercredi, a appris Anadolu d'une source proche des autorités militaires nigériennes au pouvoir.

"L'ex-ambassadeur a quitté Niamey cette nuit aux environs de 04h (3hGMT) par un vol spécial", a indiqué à Anadolu Maikoul Zodi, président du Front pour la sauvegarde de la Patrie (FSP), le principal mouvement de la société civile soutenant le Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP), au pouvoir.

"Un journaliste militaire a été autorisé de filmer le départ de l'ex-ambassadeur et les images seront diffusées bientôt pour montrer aux Nigériens un des résultats de leur lutte pour la souveraineté de leur pays", a ajouté la même source.

En août dernier, les autorités militaires nigériennes avaient déclaré l'ambassadeur Sylvain Itté "persona non grata" et demandé son départ du Niger.

La mesure avait été prise au lendemain du coup d'État du 26 juillet, quand l'ambassadeur français avait

refusé de répondre à une invitation des nouvelles autorités.

Expliquant ne reconnaître aucune légitimité de ces autorités, Paris a rejeté la demande de départ de son ambassadeur et a décidé de le maintenir au Niger.

Cependant, dimanche dernier, lors d'une interview télévisée, le président français a déclaré que la France a décidé de rapatrier son ambassadeur, ainsi que ses quelque mille cinq-cent (1500) soldats basés au Niger.



Depuis le coup d'État militaire du 26 juillet dernier qui a renversé le pré-

sident Mohamed Bazoum, une tension diplomatique oppose la France

a son ancienne colonie le Niger.

Source: <https://www.aa.com.tr/fr/>

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 - Mail: @gmail.com

Site: www.malikile.com

Forum de Haut Niveau Chine-Afrique sur le Sport et l'Éducation

« Renforcer les échanges sportifs pour se connaître, se respecter et se rapprocher »

C'est connu, le sport déchaîne les passions et permet de rassembler athlètes et supporters autour de valeurs comme la solidarité, le fair-play et l'égalité. Le 23 septembre 2023, date de l'ouverture des Jeux asiatiques à Hangzhou,

s'est tenu à Beijing le Forum de Haut Niveau Chine-Afrique sur le Sport et l'Éducation, suivi de deux matchs amicaux de football.

Cet événement, qui a rassemblé plus de 100 participants, vise à promou-

voir la coopération en matière de sport scolaire entre la Chine et les pays Africains dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route », et à favoriser les échanges amicaux sino-africains.

Plusieurs personnalités ont tenu à ap-





porter leur soutien à cette noble initiative. Il s'agit entre autres de l'ambassadeur d'Afrique du Sud en Chine, de l'ambassadrice de Guinée en Chine, ainsi que des représentants du Département des affaires d'Afrique du ministère chinois des Affaires étrangères, de l'Université des affaires étrangères de Chine, et de l'Association des sports des écoles primaires et secondaires de Beijing.

Le Forum a permis aux participants de s'accorder sur l'importance du sport dans le développement des relations entre la Chine et l'Afrique. L'ambassadrice de Guinée en Chine, S.E. Mme Aminata Koita, a souligné que « Le sport est un moteur de performance, de connaissance, de connexion entre l'Afrique et la Chine. C'est un outil de rapprochement entre les personnes, entre les jeunes, et surtout un outil d'éducation, parce que ça permet aux jeunes enfants qui apprennent le sport de

savoir se contrôler, de savoir s'accepter, et de savoir jouer ». Abondant dans la même direction, le Président de l'Association des sports des écoles primaires et secondaires de Beijing M. Wang Shi, a indiqué que « Renforcer les échanges sportifs mutuels, en particulier entre les jeunes, permet aux adolescents de se connaître, de se respecter et de se rapprocher, contribuant ainsi au développement des relations entre l'Afrique et la Chine ». M. Kouakou Koffi Lambert, Président de l'Association sportive des diplomates et des ressortissants africains vivant en Chine dénommée « Dream Team », a pour sa part affirmé que « L'événement est simplement une rencontre culturelle, pour un brassage de nos cultures, pour un brassage entre l'Afrique et la Chine ».

Joignant l'acte à la parole, deux matchs amicaux de football ont été organisés à la suite du Forum. Les élèves du primaire et du secondaire

de Chine et d'Afrique ont d'abord ouvert le bal. Ensuite, l'équipe des enseignants des écoles primaires et secondaires de Beijing a affronté l'équipe des diplomates africains. Au final, ce sont respectivement les élèves africains et l'équipe des enseignants de Beijing qui ont remporté la victoire. C'est sur cette note de joie et de bonne humeur que se sont achevées les activités du Forum de Haut Niveau Chine-Afrique sur le Sport et l'Éducation.

Le sport est une langue universelle sans frontières. La Chine et l'Afrique l'ont bien compris. L'initiative « la Ceinture et la Route » offre aux jeunes étudiants une vaste plateforme d'échange autour du sport. En plus de l'activité physique, l'initiative favorise le développement de la compréhension interculturelle, de la communication, et de la coopération chez les jeunes, ces jeunes qui constituent le futur des relations entre la Chine et l'Afrique.

Source : français.cgtn.com



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous êtes en pleine remise en question ! Cela fait en effet quelque temps que vous multipliez les réflexions autour de votre travail. Et si c'était le moment d'en changer ? De voir ailleurs ? De réaliser vraiment vos rêves ? Avant d'en discuter avec votre direction ou de donner carrément votre démission, parlez-en avec vos proches et voyez, de manière concrète, comment vous pourriez faire sans tout perdre du jour au lendemain.



Taureau (20 avril - 19 mai)

C'est une journée faste si vous venez de trouver un nouvel emploi. Vos supérieurs apprécieront vos efforts. Si vous êtes en poste depuis longtemps, là encore, vos capacités seront reconnues, et vous pourriez obtenir un avancement ou une augmentation bienvenue. Pour les personnes qui cherchent un emploi, la journée sera bénéfique. Vous pourrez en effet décrocher le job de vos rêves si vous vous en donnez véritablement la peine.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Bien que votre emploi actuel vous plaise assez, vous commencez à vous poser beaucoup de questions quant à l'évolution de votre carrière. Vous avez des envies de changement et vous réfléchissez sérieusement à vous lancer dans un projet en solo. Votre pragmatisme vous pousse à vous entourer de personnes fiables et à développer un plan d'action réalisable. Bravo, vous mettez ainsi toutes les chances de votre côté pour réussir !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Si vous avez tendance à procrastiner, le moment est venu de mettre en ordre vos différents projets. Le ciel vous invite à mieux vous organiser et à finaliser les travaux qui devraient déjà l'être. Une mauvaise gestion du travail à accomplir pourrait finir par vous être préjudiciable. Si votre nature détendue est appréciée par votre entourage professionnel, elle l'est beaucoup moins quand elle vire à l'indolence.



Lion (22 juillet - 23 août)

Aujourd'hui, vous ferez le choix de redescendre en bas de l'échelle professionnelle. Pris par une volonté d'aider vos partenaires, vous refuserez de déléguer, pour privilégier la collaboration active et participative. Un choix audacieux qui surprendra ceux qui avaient perdu l'habitude de vous voir les mains dans le cambouis. Incontestablement, vous marquerez des points avec cette attitude qui sera appréciée de tous.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Votre sociabilité est l'un de vos meilleurs atouts professionnels. Il vous vaut beaucoup de soutien et de nombreuses personnes de votre entourage professionnel sont prêtes à vous offrir leur aide. Une collaboration génère un surcroît d'idées pour un résultat souvent meilleur. Alors, ne boudez pas ce soutien et sachez tirer profit du travail en équipe. Une mutualisation des compétences devrait vous permettre de réaliser un projet d'envergure.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Discipline et rigueur sont les mots d'ordre. Vos dossiers ont du retard ? Des membres de votre équipe sont aux abonnés absents ? Ne vous laissez pas gagner par le stress et poursuivez vos diverses tâches. Il n'est pas question de prendre du retard maintenant et encore moins de craquer. Utilisez votre casquette de superviseur pour faire en sorte qu'il n'y ait pas trop de latence en recrutant par exemple autour de vous.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous allez possiblement ressentir une baisse de motivation aujourd'hui. N'en faites pas un drame et accordez-vous une pause. Mieux vaut vous lever, marcher un peu, aller prendre une boisson revigorante par exemple, plutôt que rester devant votre bureau à ne rien faire et à culpabiliser de votre inaction. Vous reviendrez de votre pause avec les idées claires et serez nettement plus efficace dans votre travail.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Il est temps de vous faire confiance dans la position que vous occupez. Vous vaincrez vos peurs et vos angoisses en vous concentrant sur vos qualités et compétences, car vous en regorgez. Ne doutez pas de vous, vous êtes votre meilleur atout. Il est toujours possible de vous appuyer sur une épaule ou de demander à une personne de vous soutenir si vous en ressentez le besoin. En un mot : cela va aller, on reste positif au maximum !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aimeriez beaucoup que les choses évoluent au travail, mais vous ne savez pas comment faire. Pas d'inquiétude, cette journée vous fera plaisir. Vous allez trouver les bonnes solutions pour que vos collègues et supérieurs vous apprécient, et le résultat sera positif. Vous obtiendrez ce que vous souhaitez. Si vous êtes à la recherche d'un emploi, la dynamique sera favorable. Vous pourriez décrocher le poste de vos rêves.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Journée favorable pour l'accomplissement de travaux longs ou difficiles. Si vous étiez sur une affaire, un projet ou un partenariat depuis plusieurs mois, il devrait bientôt se finaliser. Vous devriez bientôt récolter le fruit de vos efforts et de votre investissement sans faille. Profitez de cette période d'achèvement pour prendre un peu de repos, ça vous aidera à recharger les batteries pour partir sur de nouveaux travaux.



Poisson (19 février - 21 mars)

C'est la journée du compromis aujourd'hui au travail ! Et vous devrez faire avec, même si cela ne vous convient pas. Vous devrez ruser et agir dans la nuance pour que votre travail et vos idées pertinentes soient reconnus. Acceptez, et cela ira mieux demain ! Vous avez envie de trouver un nouvel emploi ? Là encore, vous devrez mettre votre esprit astucieux au premier plan dans vos recherches, mais cela payera bientôt !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1177 **Malikilé**



1177 **Malikilé**



1273 **Malikilé**



1274 **Malikilé**



1275 **Malikilé**



1276 **Malikilé**



1277 **Malikilé**



1278 **Malikilé**



1279 **Malikilé**



1280 **Malikilé**



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23